



Nader Nouri



Gérard Vespierre

Vers la prochaine révolution iranienne (?)



Fondation d'Etudes
Pour le Moyen-Orient



LE MONDE DÉCRYPTÉ

<https://www.le-monde-decrypte.com/vers-la-revolution-iranienne/>

11 septembre 2023

AVANT-PROPOS

L'Iran, cœur géographique et politique du Moyen-Orient, fait face à de violentes agitations populaires depuis de nombreuses années. Elles ont au fil du temps, et des événements, progressivement changé de nature.

Les premières manifestations d'ampleur sont apparues en 2009 autour d'une forte contestation politique portées par des fraudes électorales lors de l'élection présidentielle. Ce mouvement alimenté par une contestation politique ponctuelle, ne s'est pas reproduit.

Les vagues de contestation suivantes, d'une toute autre nature, survenues en 2017-18, puis 2019-20, se sont articulées autour de motivations économiques, augmentation du coût de la vie, salaires, inflation. Dans leurs motivations, elles portaient une capacité de répétition dans la mesure où le pouvoir ne montrait nulle volonté réelle, ou capacité, à redresser la situation économique. Une poursuite de la dégradation du niveau de vie des foyers iraniens ne pouvait qu'alimenter une reprise de la contestation.

La vague de l'an dernier, qui a déferlé à partir du 16 Septembre, a ouvert un troisième volet de contestation, cette fois-ci, sociétale et identitaire. L'application de règles d'inspiration religieuse à la société civile, d'un formalisme auquel la jeunesse ne s'identifie pas, ou ne s'identifie plus, en l'occurrence le port du voile obligatoire pour les femmes.

La République Islamique d'Iran, confronté à l'ensemble de ces soulèvements, a méticuleusement employé une répression très brutale, à travers ses forces de police, ses milices Bassidji, en mobilisant même les « Gardiens de la Révolution ». La répression sanglante, a été la règle de survie appliquée par le régime, causant de très nombreux morts, des centaines l'an dernier, plus de 1.500 (dépêche Reuters, citant des sources du régime) lors des manifestations de 2019 !

Les émeutes et mouvements de 2022 n'ont pas été limités à quelques quartiers ou quelques villes mais se sont déroulées dans plus de 200 villes. Cela signifie que l'agitation fut générale, du nord au sud et de l'Est à l'Ouest du pays.

En réalité, la révolte de 2022 cumule des revendications sociétales, économiques, et in fine, politiques. Les émeutes qui se sont étendues dans le pays additionnent donc 3 niveaux de motivations. Il est pertinent de se rappeler que ce niveau politique a été atteint à travers les principaux slogans répétés par les manifestants « A bas Khamenei » et « mort au Guide ». Ce sont là des contestations ultimes et radicales du régime. On se trouve donc face à une contestation globale de la République Islamique, et cela dans la totalité du pays, de la province kurde à l'Ouest, à la province du Sistan-Baloutchistan à l'Est.

Seule à nouveau une répression sanglante a pu éteindre la contestation. Mais, pour combien de temps ? Le feu ne continue-t-il pas à couver sous la cendre ? Les contestations sociétales, économiques et politiques se sont-elles éteintes ? Les éléments qui l'alimentent sont-ils toujours présents ?

Beaucoup d'autres questions se posent. Le régime est-il conscient de cette situation ? Quelles sont les forces qui agissent et accompagnent ce mouvement ? Quelle pourrait être la force

politique pour succéder à la République islamique ? Quels pourraient être ses objectifs politiques ?

L'objectif de ce dossier est d'apporter le maximum de réponses à ces questions en s'appuyant sur le maximum de faits, de données, d'informations issues de l'intérieur même de l'Iran. Si une nouvelle révolution devait s'allumer et s'étendre en Iran, c'est du profond d'un peuple de 88 millions d'habitants qu'elle surviendra. Le guide suprême est entré dans sa 85^{ème} année. Le peuple a le temps pour lui. Le peuple iranien aura le dernier mot.

INTRODUCTION

Un nouveau soulèvement en Iran reposera principalement sur le prolongement de la crise économique, alimentée par la baisse du taux de croissance, l'inflation croissante, et la baisse des investissements productifs, alors que la population a plus que doublé en 40 ans.

Ce mécontentement économique s'est régulièrement illustré par les grèves qui ont régulièrement agité le pays, dans l'industrie, les transports, les enseignants, et les retraités particulièrement touchés par l'inflation.

Ce double mécontentement, économique et social s'est ensuite exprimé par le rejet des règles de société, imposées par un régime religieux et conservateur. Le rejet du port du voile particulièrement vif parmi les femmes les plus jeunes, est également un signe de rejet de la pesanteur religieuse ressentie par la jeunesse dans son ensemble.

Antoine Sfeir, fondateur des Cahiers de l'Orient, l'avait fort bien diagnostiqué lors de ce qui fut en 2017, hélas, son dernier voyage à Téhéran. Il constata le rejet des religieux par la jeunesse iranienne, et le traduisit, lors d'une conférence à son retour, par cette formule prémonitoire : « Un régime qui perd le contact avec sa jeunesse a du souci à se faire pour son avenir »

En constatant le déclin économique subi par les familles, la jeunesse iranienne, naturellement présente dans de très nombreux foyers, structure autant de relais, et constitue donc le ferment d'une prochaine révolte voire d'une possible révolution.

Mais une telle dynamique ne peut se mettre en place, s'étendre et s'exprimer de façon structurée, que s'il existe dans le pays une, ou des forces, qui peuvent l'organiser. Quelles forces sont actuellement identifiables à l'intérieur de l'Iran, et parmi la diaspora iranienne, capables de mener de telles actions ?

Afin de motiver cette jeunesse, il convient de lui faire ressentir et comprendre les motivations d'un nouvel élan politique, et l'ébauche d'un programme. Quels sont à cet égard les éléments identifiables d'un programme politique parmi les mouvements identifiables ?

Voici présentés dans cette introduction les éléments d'analyse de ce dossier consacré à l'évaluation d'une possible nouvelle révolution en Iran.

Les éléments d'analyse, les faits, les chiffres, les déclarations doivent venir le plus possible de l'intérieur du pays.

A titre d'exemple, on peut illustrer par 3 déclarations provenant de personnages différents, l'état d'esprit du régime. Si les hypothèses d'instabilité, de nouveaux soulèvements, sont crédibles c'est aussi parce que les plus hauts responsables du régime, ont exprimé leurs craintes sur le futur du pays.

La voix politique la plus pertinente vient de [Nategh Nouri](#), ancien président de l'assemblée nationale (Majlis) ancien ministre de l'intérieur, qui porte un regard politique sur la situation, **EN MAI 2018**:

« Le problème que nous avons, n'est pas l'accord nucléaire, le problème est de savoir combien de temps nous allons pouvoir rester au pouvoir ».

Sous un autre angle, [l'Ayatollah Javadi Amoli](#), ancien prédicateur de la prière du vendredi à Qom, offre un point de vue religieux, tel que l'a rapporté le quotidien iranien Asr-e-Iran, le **27 AVRIL 2018** :

« Si la nation se soulève, nous (les religieux) serons tous jetés à la mer ! »

Enfin, du point de vue de la position du régime face à ces risques, et à l'ensemble des contestations, il est nécessaire de connaître le commentaire du [guide suprême, Ali Khamenei](#), lors des manifestations liées à l'augmentation de 50% du prix de l'essence : **NOVEMBRE 2019**

« Entre les demandes du peuple, et la stratégie de la République islamique, je choisirai toujours la stratégie »

Le politique et le religieux laissent clairement entrevoir la venue d'une crise. L'Autorité suprême en la personne du guide, exprime toute aussi clairement son inflexibilité. Nous sommes donc en présence de tous les ingrédients pour que se déroule en Iran un affrontement, potentiellement violent.

Ces déclarations datent de plusieurs années. Les révoltes de l'automne 2022 ne font qu'augmenter l'actualité et la probabilité de nouvelles révoltes. L'embrasement sera-t-il encore plus élargi ? Verrons-nous une prochaine révolution ?

PLAN

- 1 LE BILAN DU SOULEVEMENT DE 2022
 - 1.1 Une triple révolte économique, sociétale et politique
 - 1.2 Une révolte géographiquement généralisée
 - 1.3 Le rôle prépondérant des femmes et de la jeunesse
 - 1.4 Les braises toujours présentes sous la cendre, Le changement de régime

- 2 DIFFICULTES ECONOMIQUES, CONJONCURELLES OU STRUCTURELLES ?
 - 2.1 Le taux de croissance
 - 2.2 Le taux d'inflation
 - 2.3 La production pétrolière
 - 2.4 L'évolution démographique
 - 2.5 Les autres causes, investissements militaires, nucléaires, politiques et corruption

- 3 QUELLES ALTERNATIVES POLITIQUES ?
 - 3.1 Le monolithisme du régime, obstacle fondamental au changement de politique économique
 - 3.1.1 Le radicalisme à tous les étages du pouvoir
 - 3.2 La présence Monarchique
 - 3.2.1 La tentative d'élaboration d'une Charte
 - 3.2.2 Jeu du régime et de l'option monarchique
 - 3.3 Le Conseil National de la Résistance Iranienne CNRI
 - 3.3.1 Structure et leadership
 - 3.3.2 Quelle vision politique pour le futur ? Un programme en 10 points
 - 3.3.2. Quelle présence sur le terrain ? Les Unités de Résistance

- 4 LES UNITES DE RESISTANCE FER DE LANCE DE L'OPPOSITION INTERIEURE
 - 4.1.1 Les objectifs d'action, Symboles du régime
 - 4.1.2 Les modes d'action, destruction et promotion
 - 4.1.3 Le développement des Unités de Résistance, la jeunesse

- 5 PERCEPTION DE LA SITUATION PAR LE REGIME
 - 5.1 Conscience de la crise économique, Raïssi, les médias
 - 5.2 L'OMPI identifiée comme acteur principal de l'opposition
 - 5.3 Le régime se prépare à l'affrontement Raïssi, Renseignement, changements ministériels
 - 5.3.1 La peur de manifestants armés, la contrebande, le Kurdistan irakien
 - 5.3.2 Le noyautage des universités
 - 5.3.3 L'augmentation des exécutions et des arrestations
 - 5.3.4 Les ordres et préparatifs des Services de Répression et de Sécurité

6 ANALYSE DES POSITIONS DES PAYS OCCIDENTAUX VIS-A-VIS DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE

6.1 Les différences d'exposition, la participation ou non aux discussions nucléaires

6.1.1 Les alliés objectifs, Chine et Russie

6.1.2 Les pays occidentaux du 5+1

6.2 Les 3 Positionnements institutionnels

6.2.1 Les Tribunaux

6.2.2 Les Parlementaires

6.2.3 Les Gouvernements confronté à un Etat voyou, meurtre, et prise d'otages

7 LES GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX AU PIED DU MUR

7.1 Quelle position lors d'émeutes plus sanglantes ?

7.2 Le poids des opinions publiques

7.3 Des décisions clés et symboliquement fortes

CONCLUSION

Le Temps travaille contre le régime

Le Régime dos au mur, le peuple dos à la pauvreté

Faire revenir l'Iran dans l'État de droit

1 LE BILAN DU SOULEVEMENT DE 2022

Avant de se pencher sur la situation actuelle, et les potentiels événements à venir, il convient de faire le bilan sur la situation iranienne, après les révoltes déclenchées par la mort de la jeune Mahsa Amini le 16 septembre à Téhéran.

1.1 Une triple révolte économique, sociétale et politique

Les révoltes de rue, et les manifestations qui ont agité l'Iran pendant plusieurs mois, reposent sur un cumul de griefs, qui n'avait pas été atteint jusque-là.

Précédemment, en 2017-2018 et 2019-2020, l'inflation, et le décrochage des salaires avaient été des ressorts essentiels des manifestations. Cette situation économique très difficile, qui sera spécifiquement abordée dans le chapitre suivant, était naturellement présente dans la tête des manifestants de 2022. La situation économique négative, a représenté le fond du climat social de l'automne dernier, mais n'a pas constitué l'élément déclencheur.

L'élément déclencheur fut la mort d'une jeune femme qui ne suivait pas scrupuleusement, selon le régime, les directives de port du voile, telles qu'elles doivent être appliquées par les femmes dans les lieux publics. Cet issu extrême pour une cause vestimentaire, matériellement marginale, a provoqué les réactions de refus ostensible et de rejet de ce code vestimentaire de la part des femmes, principalement dans la jeunesse.

Les scènes de destruction de voiles par le feu, rejoignaient dans la symbolique destructrice de l'objet, la mort, de cette jeune femme. La révolte revêt alors une dimension sociétale, puisque ce code est imposé par le régime à la société, et qu'elle constitue tant une entrave à la liberté qu'une discrimination vis-à-vis des femmes.

De plus, les règles religieuses étant à la base du régime politique, l'Iran est depuis 1979 une République islamique, on aboutit immédiatement à la mise en cause du politique par les contestataires. On fait face ici quelque sorte à un effet domino, où les griefs économiques, sociétaux, et politiques se cumulent contre le régime

Le slogan « A bas Khomeini » qui a retenti dans toutes les manifestations, et donc dans tout le pays, est naturellement le plus représentatif de cette contestation politique, ultime et radicale.

Après ces mois de révolte, le régime se trouve donc dans une situation nouvelle, d'une contestation globale, économique, sociétale et politique. Il s'y attendait, il s'y est préparé. Mais il y a une grande évidence une grande différence entre se préparer à vivre un séisme et le vivre réellement.

A nouveau, une répression sanglante et globale a été mise en place. Elle s'est traduite par l'intervention directe et sanglante des forces de l'ordre, et la mort de centaines de manifestants, jeunes, voire même des enfants.... Les organisations de défense des droits de l'homme ont publié les noms de plus de 580 manifestants tués. Cette répression s'est

accompagnée de plusieurs dizaines de milliers d'arrestations, et en conséquence de milliers d'emprisonnements. Toujours dans cette stratégie de répression volontairement sanglante, de très nombreuses condamnations à mort ont été prononcées. Selon Iran Human Rights, au 1^{er} semestre 2023, 354 personnes ont au total été exécutées, pour tout type de condamnation.

Il y a quelques jours, selon une déclaration du bureau de sa prison « Javad Rouhi, âgé de 35 ans, arrêté en novembre 2022, condamné 3 fois à la pendaison a été transféré à l'hôpital à 3h45 du matin le jeudi 31 août, en raison de convulsions. Malheureusement, malgré les efforts médicaux, il n'a pas survécu... ». Probable et terrible manipulation de l'information.

Autre conséquence de cette dernière révolte, mais politique cette fois, le pouvoir a reconnu qu'il avait devant lui un ennemi structuré qu'il reconnaît être l'OMPI, Organisation des Moudjahidines (Combattants) du Peuple Iranien (l'organisation de ce mouvement sera traitée dans le Chapitre 3). Cette organisation a été nommément citée par Mohammad Dehgan, conseiller juridique du président Ebrahim Raïssi, le 28 novembre 2022, selon l'agence de presse officielle Mehr News : « Les membres de l'OMPI sont pleinement entrés en scène. Ils ont cherché à profiter des victimes et à utiliser tout leur potentiel médiatique. Malheureusement, certaines personnes naïves sont tombées dans ce piège, et le système (le régime - note de l'auteur) a reçu des coups importants »,

Il est à noter que nul autre mouvement d'opposition a été cité par les organes de communication du régime, comme étant opérationnel. L'OMPI serait donc d'après le régime, le seul mouvement véritablement en état de le combattre.

Les émeutes ne se sont pas limitées à quelques zones du territoire, mais se sont déroulées dans l'ensemble du pays.

1.2 Une révolte géographiquement généralisée

Émeutes de rue et manifestations se sont déroulées dans plus de 270 villes et bourgades d'Iran. La plus grande partie de la population s'y est trouvée exposée de près ou de loin, sachant que 80% de la population du pays est urbanisée.

Une évaluation publiée dans Le Monde, fin Octobre 2022, analyse que dès les 5 premières semaines de révolte, la géographie humaine du mouvement était également clairement identifiable. Toutes les ethnies présentes en Iran étaient impliquées dans ce mouvement. Naturellement en tête la population Perse (61%) puis Azéris, des bords de la Caspienne à l'Azerbaïdjan (16%) puis Kurde, à l'ouest, vers l'Irak (10%) -région dont Masha Amini était originaire- Baloutche, à l'Est (2%) et Arabe, au sud-ouest (2%).

Apparaît ici, la mosaïque ethnique de l'Iran.

Elle permet de mettre en lumière le fait que les minorités sont très actives dans ces révoltes. Les Kurdes, notamment en raison de l'origine de la 1^{ère} victime, mais également les Baloutches à l'Est, sunnite, et non chiite, comme la majorité des Iraniens. Cette province a été particulièrement ignorée par le pouvoir central de la République Islamique, principalement pour cette raison religieuse...La population Baloutche a été de ce fait très

active dans la révolte, et a donc subi une répression particulièrement sévère. La ville principale, Zahedan, et ses faubourgs y ont payé un lourd tribut. Cette province compte le plus grand nombre de victimes du soulèvement. La population du Baloutchistan avait déjà été très active, lors des précédentes révoltes, en 2018, liés à la hausse du prix de l'essence. Les réunions de population en vue de la célébration de la prière du vendredi, chaque semaine, ont été l'occasion de grandes manifestations contre le régime. Nul doute que cette province sera à nouveau très active si de nouvelles manifestations et soulèvements devaient se produire.

Cette dispersion géographique des révoltes conduit le pouvoir central à disséminer les forces de sécurité sur tout le territoire. Aucune véritable concentration de ces forces est possible, car aucun foyer géographique est dominant.

1.3 Le rôle prépondérant des femmes et de la jeunesse



Les images ont montré à profusion la présence des femmes dans les cortèges et la jeunesse des manifestants.

Dès le 21 septembre, selon l'agence de presse Mehr, le colonel des pasdaran Heydari, commandant de l'unité féminine des forces spéciales, a déclaré : « pour la première fois, l'unité féminine des unités spéciales de la police est entrée en scène pour contrôler les émeutes (...) Pour la première fois, nous avons constaté la présence de femmes parmi les individus qui troublaient l'ordre et la sécurité ; certaines de ces femmes étaient des meneuses des manifestants et, en plus de faire de la propagande, elles lançaient des slogans en faveur d'un changement de régime ».

La participation très active des femmes dans les manifestations, et leur nombre, sont pour la première fois reconnus et soulignés par le régime. Cet activisme féminin est vraiment une des caractéristiques nouvelles de la révolte de l'automne 2022.

La forte participation de la jeunesse aspirant à une société de liberté, représente une autre caractéristique de ces événements. Les universités ont donc constitué un lieu important de manifestations, de l'université Allameh à l'université Al-Zahra, en passant par la prestigieuse université Sharif à Téhéran. Les universités de Téhéran représentent dans le collectif psycho-social iranien des lieux hautement symboliques, car ils ont participé de façon importante à la dynamique de la chute du Shah, en 1979.... Elles sont donc des lieux très sensibles pour le pouvoir.

Trois slogans expriment les motivations des étudiants :

« Je tuerai celui qui a tué ma sœur »

- Rappel de la mort de Mahsa Amini, et l'appel à la vengeance –

« N'ayez pas peur, nous sommes tous ensemble ».

- Référence au collectif, du mouvement –

« C'est l'année du sang. Renversons Seyed Ali (Khamenei) »

- Expression de la volonté de voir la fin du régime –

Cette contestation estudiantine, et plus largement de la jeunesse s'est même exprimée à l'encontre des deux têtes de l'exécutif, le président Ebrahim Raïssi et le guide suprême l'Ayatollah Ali Khamenei.

- Le 27 Novembre 2022, le président Ebrahim Raïssi se fait carrément interrompre et critiquer pendant son discours, par un participant, bien que l'assistance soit triée sur le volet et constituée principalement de miliciens bassidj.



- Plus récemment, le 18 Avril 2023, l'Ayatollah Khamenei a été pris à partie par des étudiants, alors qu'il s'exprimait à Téhéran, devant un public trié sur le volet. Sur une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, on voit ainsi un jeune homme habillé en rouge lever la main et l'interrompre. "Vous parlez de transparence, mais le gouvernement doit écouter le peuple", a-t-il lancé.



Scènes totalement impensables avant l'automne 2022. On assiste à travers ces deux événements, à une triple rupture, dans la société iranienne :

- La suprématie du guide, et l'autorité du président sont ouvertement contestées. Ils sont devenus des citoyens ordinaires que l'on se permet d'apostropher en public.
- Le manque de liberté et la colère sociale sont ouvertement exprimés, à partir des rangs d'une assistance à priori acquise
- La jeunesse est la courroie privilégiée de la transmission de cette double contestation sociale et politique.

Ces événements particuliers, directement liés au pouvoir, soulignent à nouveau le caractère profond et nouveau dans sa globalité, de la contestation en Iran, depuis le 16 septembre 2022.

Le cumul des critiques économiques, sociales, et politiques n'avait jamais atteint un tel niveau. Le régime de la République islamique se trouve donc devant une contestation structurelle, dont les flammes pourront un temps disparaître par la répression, mais le feu contestataire continuera de couver sous la cendre. On ne peut s'attendre qu'à une « reprise du foyer » dont on ne connaît, ni le jour, ni l'heure....

Cette contestation structurelle trouve ses racines dans la situation économique. On entend dire et on lit que les sanctions américaines et internationales, depuis la sortie des États-Unis de l'accord nucléaire le 8 mai 2018 sont la cause de cette situation.

Il est donc particulièrement intéressant de regarder l'évolution des paramètres économiques fondamentaux de la République Islamique d'Iran depuis sa mise en place.

Il sera alors possible de voir et de constater si ces difficultés sont d'ordre conjoncturel, et de court terme, ou au contraire de nature structurelle, et relevant de choix politiques, stratégiques, et idéologiques, de long terme.

2 DIFFICULTES ECONOMIQUES, CONJONCURELLES OU STRUCTURELLES ?

D'un point de vue méthodologique, cette question de difficultés économiques conjoncturelles ou structurelles doit être abordée et résolue en prenant en compte une analyse chronologique de longue durée. Seule une analyse menée sur une longue période permet de dégager des cycles ou des tendances, et en conséquence autorise une réponse qualifiée.

Une analyse s'étendant sur les 60 dernières années de la vie économique iranienne permet d'incorporer, à la fois, une longue période de la gouvernance précédente sous le règne du Shah, et la totalité de période de gestion de la République islamique.

Quatre paramètres seront successivement analysés, le taux de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut), le taux d'inflation, l'évolution de la production pétrolière, une des bases de la richesse nationale, et la démographie.

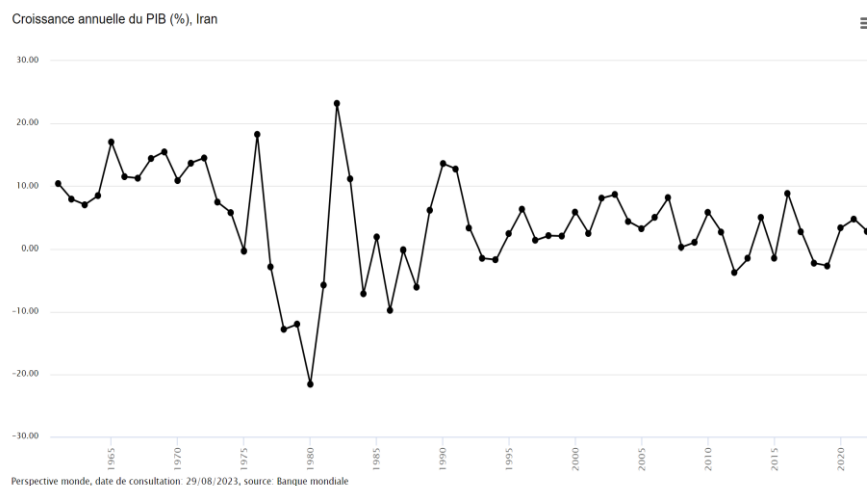
2.1 Le taux de croissance

Le graphique du taux de croissance du PIB iranien sur 60 ans permet de dégager 3 périodes, à partir des données publiées par la Banque Mondiale.

- 1960 – 1976 et un taux de croissance dans la zone des 10% par an, avec la parenthèse de l'impact du 1^{er} choc pétrolier de 1973, et la chute de la période révolutionnaire
- 1981 – 1989 le rebond et les difficiles années de la guerre Iran-Irak
- 1990 – 2022 un déclin lent et régulier avec les 2 points bas de la crise financière mondiale de 2008 et l'impact ponctuel de l'embargo pétrolier décidé par les États-Unis.

Du point de vue du taux de croissance de l'économie, nous voyons donc une tendance régulière de ralentissement avec un effet plus marqué depuis la crise de 2008.

A l'analyse de ce paramètre, on constate que la population iranienne subit donc un ralentissement de type structurel, et non pas ponctuel. Les difficultés s'aggravent avec le temps et la pression ressentie par les ménages, sur leurs revenus.



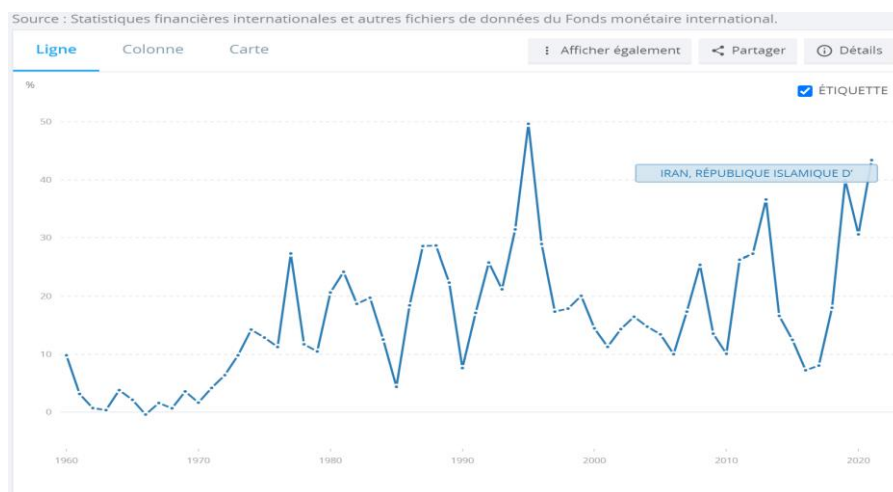
2.2 Le taux d'inflation

Ce paramètre est très important à évaluer, car il est au cœur de la crise économique iranienne. Dévaluation de la monnaie par rapport aux autres devises, et augmentation des prix, sont en effet les deux processus qui rongent l'économie et érode le pouvoir d'achat de toutes les catégories sociales qui tirent leurs revenus de leur travail ou de leur retraite. A nouveau plusieurs périodes se dessinent :

- 1960 – 1977 Période d'inflation faible ou maintenue
- 1980 – 1995 Envolée inflationniste
- 1996 – 2006 Reprise du contrôle de l'inflation
- 2007 – 2013 Redémarrage de l'inflation
- 2014 – 2017 Reprise du contrôle
- 2018 – 2022 Redémarrage accéléré

Deux grandes constatations se dégagent. La première, sur le temps long des 44 années de la République islamique, l'inflation a constitué un processus marquant de l'économie iranienne, dans un processus global d'accélération. Cette dynamique globale abrite des étapes intermédiaires de reprise en main.

Donc, sur le long terme, et sur les 5 dernières années, les ménages iraniens sont confrontés à une inflation importante. La décision américaine de freiner les exportations pétrolières a joué un rôle certain dans ce processus monétaire, en freinant l'apport de devises.



Cette inflation forte dépassant les 30% par an, ces dernières années, explique, la dégradation du niveau de vie des actifs, et les manifestations dans la rue des retraités et épargnants, voyant la valeur de leurs économies et retraites fondent à grande vitesse.

La Banque Centrale d'Iran a communiqué, le 28 mars 2023, un chiffre de taux d'inflation de 46,5% (aucun chiffre n'a été publié depuis). Les experts présents en Iran citent dans la presse un taux d'inflation générale de 50%, et un chiffre de 100% concernant les produits alimentaires, au cours des deux dernières années.

Les manifestations de rue ont contribué à faire basculer la grogne économique en critique de la gestion économique du régime. La décision de l'État d'augmenter la masse monétaire en « faisant fonctionner la planche à billet » a accompagné et accéléré la dévaluation de la monnaie.

Le profond mécontentement économique de la population est donc totalement fondé, d'autant plus qu'il est alimenté par cette augmentation forte des prix depuis 5 ans, corolaire de l'inflation forte, et un glissement pratiquement continu du riyal iranien depuis l'arrivée de la République islamique.

Après avoir évalué ces deux paramètres économique clés, il est intéressant de regarder du côté d'une des principales sources de revenus de l'État, le pétrole

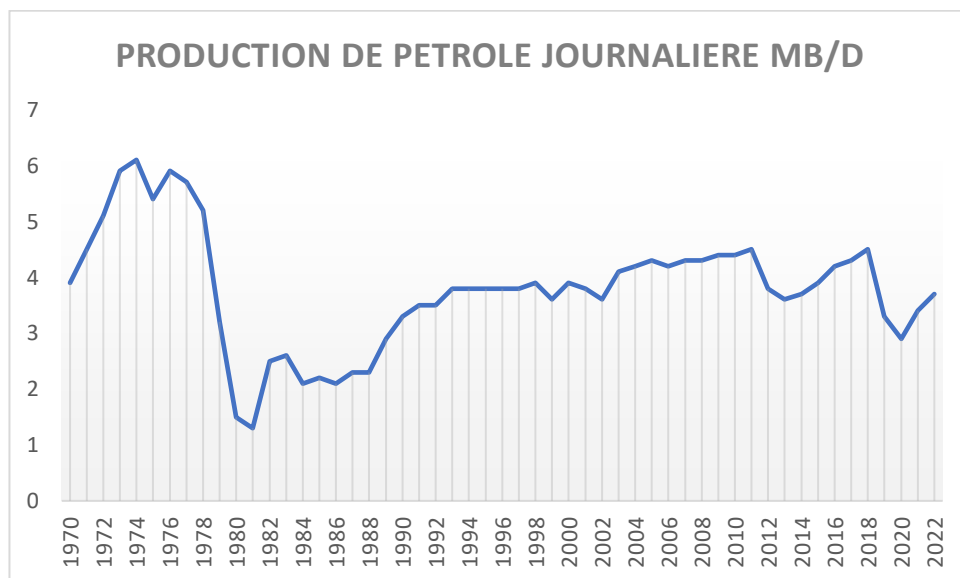
2.3 La production pétrolière

À nouveau, l'analyse des données de la production pétrolière sur une période de 50 ans, permet d'englober la totalité de la période de gestion de la République islamique, avec une période significative la gestion précédente.

Ces données étant plus que rarement évaluées sur une aussi longue période, il est particulièrement frappant de découvrir le profil de la production de pétrole iranienne (en moyenne par jour, millions de barils par jour, MB/D, Million Barils per Day). On constate en effet immédiatement que la République islamique depuis son arrivée au pouvoir ne s'est jamais mise en position de retrouver les niveaux de production qui avaient fait de l'Iran le 4^{ème} producteur mondial de pétrole...!

Si pendant la période impériale, la production a atteint la zone des 5 à 6 millions de barils par jour, cette même production a été ramenée à un volume situé entre 2 et 4 millions de barils au cours des 44 années de la République islamique. Cela représente donc une baisse constante de production d'environ 30%, sur une période approchant le demi-siècle.... !

Cette diminution de production pétrolière en volume global, est donc particulièrement importante. Elle représente la conjonction d'une volonté de sous-investissement dans ce secteur de la part de la part de l'État (celui-ci ayant d'autres priorités stratégiques, militaires, nucléaires et politiques) et le désengagement technologique des grandes firmes occidentales du secteur.



Sources : Données de British Petroleum et EIA

Si cette baisse de niveau de production sur le long terme est spectaculaire, en termes de richesse pour le pays, il est intéressant de considérer en parallèle l'évolution de la population iranienne, afin d'évaluer l'impact de l'évolution de la richesse pétrolière par habitant.

2.4 L'évolution démographique

Il est nécessaire de considérer à nouveau l'évolution de la population iranienne sur ces mêmes 60 dernières années.

On constate une croissance régulière avec des variations de pente, indiquant des accélérations ou des ralentissements de cette croissance de population, selon 5 périodes.

1960 – 1980 Croissance continue et régulière

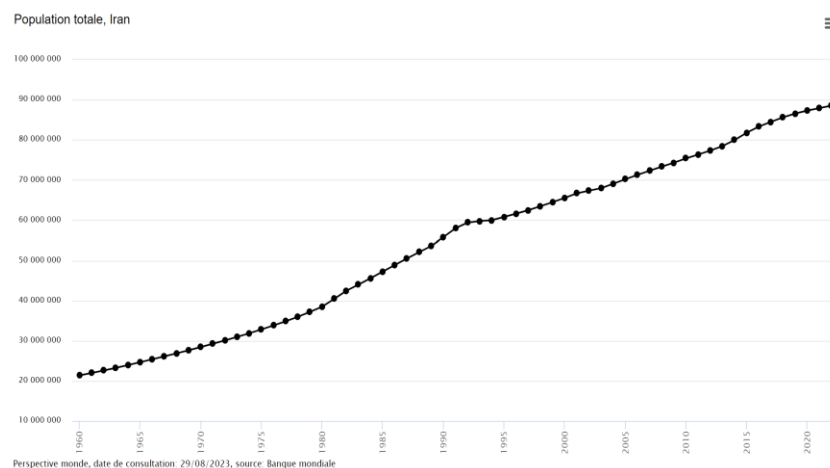
1981 – 1992 Accélération de la croissance

1993 – 2015 Ralentissement

2016 – 2018 Accélération (les 3 ans de l'accord nucléaire)

2019 – 2022 Ralentissement

Si le rythme de croissance de la population iranienne a connu des variations, son niveau a été en constante progression. Pendant les 44 années du régime, la population est ainsi passée de 38 millions d'habitants en 1979, à 88 millions actuellement, soit une population multipliée par 2,3



En reconsidérant la production pétrolière globalement diminuée de 30% (donc indice 70 par rapport à une base 100) on peut maintenant intégrer l'impact de la population multipliée par 2,3 pour aboutir au volume de pétrole produit par habitant.

La division de 70 par 2,3 donne 30.... (30 par rapport à 100)

La production de pétrole par iranien en 2022 n'est plus que 30% de ce qu'elle était il y a plus de 40 ans. Elle a été diminuée par 3,3 par rapport au niveau atteint pendant la période 1972 – 1978.

Du point de vue des ressources et des recettes de l'État, cette division par plus de 3 de la production de pétrole par habitant constitue la cause profonde de la paupérisation structurelle de la population iranienne depuis 44 ans.

Mais à cette situation s'ajoute naturellement d'autres éléments et choix de l'État

2.5 Les autres causes, les dépenses militaires, nucléaires, politiques et la corruption

La production pétrolière concerne le chapitre des recettes potentielles. Si la diminution de ces recettes explique pour une part les difficultés de l'économie iranienne, elle n'en couvre qu'une partie. L'autre concerne le chapitre des dépenses, et leur niveau de productivité.

Les dirigeants de la République islamique se sont tournés, dès sa fondation en 1979, vers **une stratégie de puissance**.

Cette orientation s'est appliquée aussi bien sur le développement d'éléments de puissance intérieure que sur la construction d'éléments de puissance extérieure.

Les investissements sur la puissance intérieure du régime ont été immédiats, ils concernent les forces de sécurité. La constitution des Gardiens de la Révolution a été décidée 3 mois seulement après l'arrivée de Khomeini au pouvoir, c'est-à-dire en mai 1979. Cette force militaro-politique, donc au service idéologique du pouvoir représente, en quelque sorte, un doublement de l'armée, puisque ces Gardiens disposent de forces terrestres, aériennes, et navales.

Avec le temps, ils ont obtenu la responsabilité des programmes de missiles, ainsi que la constitution de leurs propres services de renseignement. La redistribution de ces investissements ne concerne pratiquement que l'industrie de défense, et des centres de recherche.

Le mécanisme économique est le même concernant le développement de nouvelles armes, drones et missiles. Nouveau gonflement de l'industrie de défense.

Les investissements dans le domaine du nucléaire, ne produisent que des retombées dans le domaine étroit de la recherche scientifique, tout en dopant les importations d'équipements technologiques de pointe, donc loin d'un impact sur la consommation intérieure et l'augmentation du niveau de vie moyen.

Le programme de lanceurs spatiaux et de satellites est à nouveau dans la même stratégie d'investissements donc à nouveau avec une absence d'impact sur la population.

La volonté de puissance extérieure s'est traduite par des investissements annuels importants pour créer et soutenir le Hezbollah au Liban depuis.... 1982. Ce programme extérieur s'est ensuite orienté, toujours avec des dépenses annuelles, vers l'Irak et la mise en place de milices locales dévoués à Téhéran et donc payés par le trésor iranien, depuis 15 ans.

La révolution en Syrie a conduit le régime à soutenir militairement et financièrement Bachar al-Assad, depuis 2011... Un document « confidentiel » issu du système informatique de la présidence, piraté par des opposants, a permis de révéler que le régime de Téhéran a dépensé 50 milliards de dollar, en soutien au régime de Bachar al-Assad, depuis le début de la guerre en Syrie

La guerre au Yémen, en réalité décidée et préparée longuement par Téhéran, afin d'affaiblir stratégiquement son rival Saoudien, a conduit à aider les Houthis en armements et financièrement, depuis 2014....

Enfin, l'implication idéologique du régime contre Israël a abouti au soutien du mouvement du Djihad islamique Palestinien, puis au Hamas, et donc à leur armement et financement.

Si le total annuel de l'ensemble de ces dépenses est difficilement chiffrable et sa reconstitution se situe en dehors du champ de ce dossier, il représente un nombre probablement très respectable de milliards de dollars qui ne servent nullement le journalier de la population. En outre, ces dépenses privent l'Iran des investissements intérieurs dont elle a fort besoin, nouvelles infrastructures pétrolières et gazières, irrigation, et développement agricole.

In fine, il convient de mentionner l'augmentation de la corruption, qui concerne aussi bien les institutions religieuses, que les structures financières mises en place par les Gardiens de la Révolution. Sans que cela soit assimilable à de la corruption il convient de mentionner le fait que les bénéfices réalisés par les institutions et autres fondations religieuses ne sont pas soumis à l'impôt. Ces montants soustraits au Trésor iranien, sont naturellement destinés à remplir d'autres coffres ou d'autres poches.....

Dans un pays où l'on estime que plus des 2/3 de l'économie passe par des structures qui dépendent directement ou indirectement de l'État, on se situe dans un cadre favorisant les positions acquises, donc la corruption, et l'absence de réactivité économique. Nous avons donc ici deux faiblesses structurelles de l'économie iranienne qui ont été amplifiées par la mainmise du politique sur l'économique.

Dans cette situation de crise globale, économique, sociétale, et politique, fruit d'un pouvoir exercé depuis plus de 40 ans, on aboutit à se poser la question de l'alternative politique.

3 QUELLES ALTERNATIVES POLITIQUES ?

3.1 Le monolithisme du régime, obstacle fondamental au changement de politique économique.

La politique économique du régime est la conséquence de ses options de puissance. Ces choix ne constituent pas des options modifiables. Ils sont issus d'une philosophie politique où le religieux exerce le pouvoir politique, ces choix sont donc incontestables et immuables. Cette conception du religieux s'imposant au politique connu sous le nom « Velayat-e faqih » terme de droit musulman, peu commun, fut inventé par un prédécesseur de Khomeini, mais appliqué par lui. Il signifie « le gouvernement du docte » ou du sachant.

Cette conception d'un pouvoir très verticalisé, et descendant, créé à partir d'une conception religieuse, se traduit par un total monolithisme. Il n'y a pas d'alternative puisque dans cette vision, l'alternative aux fondements de la République islamique, appartient au mal.

L'appui sur la Religion relie intrinsèquement ceux qui adhèrent et pratiquent cette philosophie globale de la société et du pouvoir, à la vérité, qui dans ce cas devrait s'orthographier avec un V majuscule.....

Il n'y a qu'une pensée juste, qu'une politique juste pour le peuple, celle choisie par le guide suprême, ce titre étant lui-même porteur de ce monolithisme. Il n'y a place que pour un seul point, tout en haut de la pyramide.....émetteur d'une seule voix, pour une seule vision.

Le système est donc pris au piège de cette conception monolithique du pouvoir et de la pratique. Remettre en question les choix économiques, c'est remettre en cause les choix stratégiques de la République islamique, c'est remettre en question les choix fondamentaux exprimés par le guide suprême, et donc la République islamique elle-même.

C'est pour cette raison structurelle, et conceptuelle, d'une très grande radicalité, que la notion de réformistes et de conservateurs à l'intérieur d'une telle construction du pouvoir politique iranien n'a aucun sens réel. Ce ne peut être qu'un jeu de communication, ou de subterfuge politique, mais en aucun cas, une réalité dans les rapports de pouvoir. Le monolithisme ne peut accepter ou reconnaître une forme de diversité, par essence, il la nie.

C'est pour cette raison fondamentale qu'il ne lui reste qu'une seule voie, qu'un seul choix, le sien, porté au radicalisme et donc à l'affrontement.

3.1.1 Le radicalisme à tous les étages du pouvoir

La compréhension de la politique opérationnelle du pouvoir de Téhéran ne peut se comprendre sans avoir fait au préalable cette investigation des sources de sa philosophie politique.

Le guide suprême dans sa vision unique, dans sa verticalité radicale, représente le radicalisme à l'étage supérieur du pouvoir, et quel que ce soit son nom, Khomeini ou Khamenei.

Dans cette volonté de combat et de radicalisme, Khamenei a justement choisi le candidat qu'il souhaitait comme Président de la République, le plus à même de ne pas fléchir dans les épreuves à venir d'affrontements avec le peuple.

C'est pourquoi son choix s'est porté sur Ebrahim Raïssi qui âgé de 61 ans au moment de son accession à la présidence avait connu une carrière exclusivement judiciaire.

Il a été, dès son plus jeune âge à 28 ans, impliqué dans le massacre de prisonniers politiques à la prison d'Evin à Téhéran, en tant que membre de « la commission de la mort ». A partir de l'été 1988, des dizaines de milliers de prisonniers politiques ont été exécutés en Iran, sur ordre de Khomeini.

L'arrivée de Raïssi en tant que N°2 du régime ne doit donc rien au hasard. Il est désigné à ce poste, en tant qu'homme sûr, qui ne reculera pas, et acceptera de faire tuer pour essayer de sauver le régime.

A son tour, le président a progressivement réuni autour de lui un gouvernement à majorité d'anciens militaires, ou de militaires en poste, confortant la puissance du Corps des Gardiens de la Révolution Iranienne (CGRI), et s'assurant aussi, de la loyauté des membres de ce premier cercle du pouvoir.

Sa nomination présidentielle acquise, il a pris comme chef de cabinet Gholam-Hossein Emaili, qui de 2009 à 2014 a dirigé les prisons du régime.....Auparavant, il fut procureur général et procureur révolutionnaire de Mashhad. Devenu procureur de Téhéran et porte-

parole du pouvoir judiciaire, il fut sanctionné en avril 2011 par l'Union européenne pour des violations graves et généralisées des droits humains....

Le régime se sent protégé par la multiplication des services de renseignements, des différences forces de sécurité, police, et Gardiens de la Révolution.

Le régime dans sa structure radicale s'est préparé à un assaut potentiellement frontal de la contestation.

D'autres forces et réseaux se préparent aussi aux incertitudes politiques

3.2 La présence monarchique

Durant le soulèvement la question de l'alternative politique a commencé à se poser.

Des médias de langue persane diffusés depuis l'étranger se sont intéressés au fils de l'ancien Shah Mohammad Reza Pahlavi. Mais sa présence politique, vue de l'intérieur par le peuple iranien est considérée comme pratiquement inexistante.

La dynastie Pahlavi peut-elle être considérée comme un substitut convaincant à la direction théocratique actuelle en Iran ? L'héritier de l'ancien Shah semble avoir fait preuve d'un manque marqué de stratégie, de plate-forme politique, et d'une organisation implantée dans le pays, trois éléments absolument nécessaires pour défier le régime actuel de façon crédible. Ses supporters, surtout présents dans la diaspora iranienne, donc à l'extérieur du pays tentent de blanchir la réputation de la monarchie en diffusant l'idée que cette dernière n'était pas aussi oppressante que les livres d'histoire et la mémoire populaire le prétendent. Le nom de SAVAK, police secrète du régime, résonne encore pourtant profondément dans la mémoire et la chair des Iraniens.

A cela s'ajoute le niveau de corruption qui faisait déjà son chemin dans la famille et l'entourage du Shah, et qui a également laissé une empreinte dans la société iranienne.

Représenter le passé, sans le critiquer, malgré son poids, est un exercice politique particulièrement difficile. Il ne semble pas que Reza Pahlavi veuille, ou puisse, l'emprunter. Il tenterait plutôt de vouloir pactiser avec le présent, en montrant son intérêt pour une stratégie politique qui consisterait à vouloir se rapprocher du Corps des Gardiens de la Révolution, élément essentiel et central du pouvoir. Essayer d'incarner un futur et le renouveau en regardant vers les forces de répression du présent est également un exercice très difficile.

Au vu des manifestations, les femmes et une très grande partie de la jeunesse iranienne aspirent à beaucoup plus de liberté. Les années de la monarchie n'ont probablement pas laissé un souvenir de cette nature, tant vis-à-vis de la liberté de la presse, que des libertés individuelles

3.2.1 La tentative d'élaboration d'une Charte

Reza Pahlavi essaie de se positionner comme un leader du mouvement d'opposition en dévoilant une proposition de « charte » pour un Iran futur, après le renversement du régime actuel. Mais, héritier de la monarchie, il lui faut justement présenter un choix clair, pour le futur, entre république et monarchie.

Toute réticence à présenter ce choix, constitue un manque d'engagement vis-à-vis d'un processus clairement démocratique pour le futur.

Lancé le 10 février 2023, lors d'une conférence de presse à l'Université Georgetown à Washington, le projet de « l'Alliance pour la démocratie et la liberté en Iran » a d'abord suscité l'enthousiasme chez des personnes soucieuses d'unir les forces et les énergies de l'opposition contre le régime religieux des mollahs. Cette opération fut l'objet d'une campagne médiatique importante, soutenue par quelques chaînes en langue farsi à l'étranger. Mais ce projet a eu un succès relatif. En effet, la vie de l'alliance forgée autour du fils du Shah, n'a été que de courte durée. La coalition s'est effritée au rythme de désistements successifs.

À peine mise sur pied, l'une de ses principaux soutiens, Hamed Esmaeilion, a annoncé qu'il s'en retirait. Quelques jours plus tard, Nazanin Boniadi, une actrice devenue militante politique dans la foulée des manifestations en Iran, a officialisé dans un tweet son retrait total de l'Alliance. Deux autres célébrités membres de l'alliance, l'actrice Golshifteh Farahani et l'ancien footballeur Ali Karimi, ont été rapidement presque totalement absents, montrant aucune activité nulle sur la scène politique.

Le coup de grâce a été porté par le fils du Chah, Reza Pahlavi lui-même, le 10 avril, annonçant dans un tweet que ses propositions pour élargir l'alliance avaient été rejetées par les autres membres et par conséquent il ne se priverait pas de « travailler également avec d'autres groupes ».

Dans son contenu la « Charte » a manqué de propositions de changements réels, tels que des principes démocratiques clairement définis, et l'inclusivité. Il ne traite pas non plus des droits des nationalités iraniennes longtemps opprimées, notamment Kurdes et Baloutches. Ce projet n'a-t-il pas été plutôt une vaine tentative de maintenir une présence, et la pertinence de celle-ci, dans une situation politique où Reza Pahlavi a été depuis des décennies, totalement absent ?

La récente vague de manifestations en Iran a clairement révélé la réalité que la monarchie pahlavi renversée n'offre pas d'alternative viable au pouvoir.

N'oublions pas le slogan maintes fois scandés : "Mort à l'opresseur, qu'il soit shah ou mollah."

3.2.2 Le jeu du régime et de l'option monarchique

La République islamique serait plutôt tentée de considérer l'option monarchique, et la personne de Reza Pahlavi, comme un dispositif salubre pour détourner et réprimer la vague naissante d'opposition dirigée par la jeunesse en Iran.

En colportant la monarchie comme un faux substitut, le régime cherche à étouffer la résistance populaire et à saper les aspirations légitimes du peuple iranien à une société libre et démocratique, qui ne peut prendre forme que dans une République. La théocratie au pouvoir ne mettrait-elle pas la monarchie en avant, dans le but de détourner l'attention d'autres alternatives ?

L'absence d'un plan clairement défini pour renverser le régime dans la proposition de Reza Pahlavi perpétue l'ambiguïté et l'incertitude dont se nourrit le régime actuel. La théocratie au pouvoir en Iran n'utilise-t-elle pas cela à son avantage en capitalisant sur la confusion et le manque de clarté entourant ces opposants autoproclamés ? Cette approche détourne politiquement les objectifs du soulèvement national et profite en fin de compte à l'agenda du régime.

Les agissements de Reza Pahlavi sur la scène iranienne depuis le début du soulèvement en Iran et la politique qu'il a préconisé tendraient donc à faire le jeu du régime. Les stratèges du pouvoir ne sont pas étrangers à la promotion de l'option monarchiste qui fait la promotion des actions de désobéissance civiles sans véritable danger pour le régime. Dépourvue d'une organisation et de la moindre structure à l'intérieur le pays, Reza Pahlavi ne menace en réalité, d'aucune manière, le pouvoir en place.

Au contraire, cet ennemi inoffensif lui rend un précieux service. Il sert à détourner les forces et énergies du mouvement axial de résistance, qui représente, lui, une réelle menace pour la survie du régime.

Les déclarations de Reza Pahlavi laissant croire que les sacrifices des manifestants sont futiles et que les gens ne devraient pas prendre des risques pour renverser le régime, mais plutôt d'attendre que ce régime se disloque tout seul, maintiennent l'illusion d'une possible révolution de velours, malgré l'ampleur de la répression. Une telle dialectique pourrait avoir contribué à l'essoufflement provisoire du soulèvement récent.

3.3 Le Conseil National de la Résistance Iranienne - CNRI

Si les experts et les spécialistes du Moyen-Orient connaissent le CNRI, peu de citoyens ordinaires ont entendu parler de cette organisation iranienne, et encore moins ont mémorisé son existence.

Pourtant, sa fondation remonte à 1981 en Iran, mais son opposition à la république islamique le poussa à quitter le pays. Il établit son siège à Auvers sur Oise, Val d'Oise. Son but

était de regrouper différents mouvements et personnalités iraniennes, de différents horizons, et de représenter à l'intérieur et à l'extérieur du pays, l'opposition au régime de la République islamique d'Iran.

Son instance dirigeante repose sur un parlement d'environ 500 membres, avec une proportion hommes/femmes à l'avantage de ces dernières. Il regroupe 5 organisations de résistance, le mouvement pour l'indépendance et la liberté, les Feddayines du peuple, l'association Towhidi des représentants du bazar (hommes d'affaires et commerçants) l'association des professeurs engagés, et sa composante principale, et l'OMPI, Organisation des Moudjahidines (Combattants) du Peuple Iranien. Dès sa création l'ensemble du Conseil de sensibilité de gauche, n'inclut cependant pas le Toudeh, ou parti du peuple, d'obédience communiste.

Le CNRI comporte à sa tête une présidence, élue par l'ensemble des membres. Actuellement c'est une femme, Mme Maryam Radjavi, issue de l'OMPI, qui assure ce leadership.

Son organisation comporte plusieurs commissions (affaires juridiques, de l'environnement, , sports, culture et arts) dont naturellement la plus importante, est celle des Affaires Etrangères, dont les membres sont en relations avec les représentants politiques de très nombreux pays, européens, nord-américains, et du Moyen-Orient..

De plus le CNRI dispose de représentations permanentes à l'étranger dont la plus importante est celle localisée aux États-Unis. C'est d'ailleurs à Washington que furent adressées, à la presse, par le CNRI, les premières informations, en 2002, sur les installations nucléaires secrètes créées par le régime iranien, consacrées à l'enrichissement d'uranium, sur les sites de Natanz et Arak.

3.3.3 Structure et leadership

La prééminence de l'OMPI à l'intérieur du Conseil mérite de se pencher plus précisément sur cette organisation.

Elle fut fondée en 1965 par un groupe de jeunes intellectuels iraniens de sensibilité de gauche, en opposition à la politique du Shah. La SAVAK, police politique du régime impérial, alerté par la popularité grandissante du mouvement, lui avait habilement accolé l'étiquette « islamo-marxiste » afin de le marginaliser.

Cette organisation est en réalité, ni marxiste, ni islamiste, mais se définit comme musulmane, progressiste, et démocrate. Elle défend le principe de la séparation de la religion et de l'État.

Le mouvement se revendique et s'inspire à l'origine du Front national de Mohammad Mossadegh, Premier ministre de 1951 à 1953, qui osa nationaliser les compagnies pétrolières occidentales, mais fut finalement renversé. Fortement nationaliste, il ne pouvait que s'opposer à la politique internationale de la monarchie Pahlavi, orientée vers les États-Unis.

L'OMPI a refusé de participer à un nouveau pouvoir après le renversement du Shah. Le dessein politique des religieux, basé sur la radicalité verticale du Guide Suprême, et le

Velayat-e faquih (gouvernement par les doctes) ne convenait pas aux idéaux développés par le mouvement.

Cette incompatibilité aboutit dès 1981, à l'énoncé d'une fatwa à l'encontre des membres de l'OMPI par l'imam Khomeini, déclarant les Moudjahidines (Combattants) du Peuple Iranien, illégaux.

Le pouvoir religieux a continué de persécuter les membres du mouvement depuis cette date. Il convient de citer à cet égard, le massacre de 30.000 prisonniers politiques, principalement membres du mouvement, ordonné par l'imam Khomeini pendant l'été 1988.

En exerçant des pressions diplomatiques, et en laissant entrevoir des contrats commerciaux, le régime iranien a obtenu, pendant quelques années, le classement de l'OMPI comme organisation terroriste, par les États-Unis, la Grande-Bretagne, et l'Union Européenne. Mais après de longs combats juridiques, ces deux pays et l'entité Européenne ont retiré l'OMPI de ce classement.

L'affrontement est donc « historique » entre l'OMPI et la République islamique d'Iran et se poursuit encore aujourd'hui avec toujours autant de détermination, des deux côtés.

D'un point de vue organisationnel, l'OMPI a disposé d'une organisation logistique en dehors d'Iran, particulièrement en Irak, pendant de nombreuses années. A la fois pour des raisons politiques concernant les relations entre l'Iran et l'Irak, et pour des raisons de sécurité, le camp d'Ashraf a été transféré en Albanie, à une trentaine de kilomètres de Tirana. L'organisation y a constitué une implantation de presque 3.000 personnes, disposant de toutes les infrastructures, de lieux de mémoire, mais aussi de moyens informatiques, et de communication, à la hauteur de ses ambitions.

L'OMPI dispose à travers le monde des moyens de diffusion et de télécommunication vers l'Iran, nécessaires pour préparer le futur. Elle dispose depuis Londres d'une chaîne de télévision qui diffuse 24H/24 les nouvelles de la résistance en langue persane.

3.3.2 Vision politique du CNRI pour le futur : un programme en 10 points

La structuration du CNRI ne s'arrête pas à son organisation. Elle comporte aussi un important volet politique. Un mouvement voulant assurer la direction politique de son pays se doit d'élaborer un programme, des objectifs.

L'organisation a donc élaboré un programme en 10 points qui offre un double avantage, celui de présenter un cadre précis d'action pour le futur, mais aussi de communiquer sur les valeurs du mouvement.

Devant l'importance de ce sujet, et les incertitudes politiques iraniennes pour les temps à venir, il est particulièrement intéressant de pouvoir les identifier.

Voici donc le contenu, condensé, des 10 points de ce programme :

- 1-Non à la dictature religieuse. Oui à la souveraineté populaire dans une république pluraliste aux élections libres.
- 2-Liberté d'expression, liberté de partis, liberté de rassemblements, liberté de la presse et du cyberspace. Dissolution des toutes les forces sécuritaires de répression.
- 3- Garantie des libertés et des droits individuels et sociaux selon la Déclaration universelle des droits de l'Homme.
- 4- Séparation de la religion et de l'Etat, liberté de culte et de religion.
- 5- Egalité complète des femmes et des hommes dans les droits politiques, sociaux, culturels et économiques.
- 6- Une justice et un appareil judiciaire indépendants selon les normes internationales. Abolition de la charia et des tribunaux de la révolution islamique.
- 7- Autonomie des minorités ethniques iraniennes et abolition de leur double oppression, selon le Plan du Conseil national de la Résistance pour l'autonomie du Kurdistan iranien.
- 8- Justice et égalité des chances dans la recherche d'un emploi et libre marché pour l'ensemble du peuple iranien.
- 9- Protection de l'environnement et reconstruction des dévastations causées par le pouvoir des mollahs.
- 10- Un Iran non nucléaire, sans armes de destruction massive. La Paix, la coexistence pacifique et la coopération régionale et internationale.

Ces objectifs apparaissent à la fois comme extrêmement larges et ambitieux, tant ils représentent un changement radical par rapport aux choix et priorités du pouvoir actuel.

Deux objectifs peuvent retenir particulièrement l'attention, celui de la séparation entre la religion et l'État, alors que l'Iran vit sous la loi d'une république religieuse, ainsi que l'abolition de toute discrimination entre homme et femme, qui prend naturellement un relief particulier eu égard à la mort de la jeune Mahsa Amini.

Mais après une quarantaine d'années de pouvoir exercé par les représentants d'une République islamique, et la contestation populaire dont elle est l'objet, ne faut-il pas proposer des options de gouvernance totalement différentes, et correspondant aux aspirations d'égalité et de liberté exprimées par la jeunesse iranienne ?

Le temps et le peuple iranien, d'une façon ou d'une autre, auront à rendre leur verdict. Les affrontements qui se déroulent dans les rues iraniennes reflètent ce combat. La bataille du terrain joue un rôle essentiel. C'est dans le cadre de cette stratégie opérationnelle que l'OMPI a créé à l'intérieur de l'Iran, et encouragé l'action depuis plusieurs années d'« Unités de Résistance ».

3.3.3 La présence sur le terrain, Les Unités de Résistance

Depuis environ 5 ans, l'OMPI a facilité, organisé, la constitution à l'intérieur de l'Iran, d'un réseau de petits groupes, destinés à manifester à la fois leur présence, et à matérialiser leur opposition au régime en place.

Cette action politique a reçu un accueil positif, malgré les risques encourus, de la part de toutes les couches de la population, jeunes ou non, hommes et femmes.

Les chiffres sont naturellement difficiles à cerner, mais on peut toutefois se faire une idée par le nombre de messages émis par ces groupes et reçus par l'OMPI, au cours de grandes opérations internationales de rassemblement, se déroulant naturellement en dehors de l'Iran, en France, ou aux États-Unis, par exemple.

Au fil des années, les centaines de messages d'encouragement issus de ces Unités de Résistance se sont transformés en quelques milliers, puis en quelques dizaines de milliers en 2023. On peut donc estimer que l'OMPI a réussi à constituer un réseau de plusieurs milliers de groupes, ou Unités de Résistance, répartis dans toutes les provinces du pays, villes et bourgades.

Au vu de ces informations, il est possible de tirer au moins trois conclusions.

La première concerne la capacité d'actions dont l'OMPI dispose maintenant sur le terrain en termes de mobilisation populaire. Chaque Unité regroupant naturellement plusieurs volontaires, on peut évaluer à plusieurs dizaines de milliers le nombre de personnes prêtes à mener des actions de terrain.

Deuxièmement, la progression du nombre d'Unités de Résistance indique que les objectifs et les motivations exprimées par le mouvement rencontrent un écho certain parmi la population, car chaque engagement constitue clairement une prise de risques étant donné l'historique de répression du régime vis-à-vis de l'OMPI.

Troisièmement, il ne semble pas que cette progression, puisse s'arrêter puisque la colère à l'encontre du régime continue de gronder, et que les résultats des actions des Unités de Résistance sont de plus en plus nombreux, donc visibles, donc entraînants...

4 LES UNITES DE RESISTANCE FER DE LANCE DE L'OPPOSITION INTERIEURE

Ces équipes opérationnelles, de plus en plus nombreuses, ne mènent pas leurs actions au hasard. Les opérations ciblent un certain nombre de types d'objectifs, qui correspondent symboliquement aux excès et aux reproches adressés au régime par la population.

4.1 Les objectifs d'action, symboles du régime

En analysant les opérations menées (les milliers de photos et de vidéos réalisées permettent de le faire) on peut en déduire que ces opérations donnent la priorité à 3 types d'opérations

- Attaque de bâtiments publics, symboles de l'autorité du régime
- Destruction de supports de propagande du régime
- Diffusion des messages de la Résistance

Chacune de ces opérations ciblent des éléments très précis

- Les attaques des bâtiments publics, au moyen de cocktails molotov, ciblent des institutions. Il est possible d'en identifier trois, liées à la répression et à la corruption :
 - Les bureaux de l'institution judiciaire
 - Les casernes des forces de sécurité
 - Les institutions religieuses (soupçonnées de détournements financiers)



- La destruction des supports de propagande du régime, concerne
 - Les affichages géants du guide suprême
 - Les statues élevées en mémoire du général Soleimani des Gardiens de la Révolution
 - Les affichages secondaires



- La diffusion des messages de la Résistance recouvre des opérations très variées et très documentées
 - Projection de nuit des portraits géants des leaders du mouvement
 - Affichage et tracts
 - Intervention de type cyber-attaque sur les chaînes de télévision du régime



Projection d'image géantes sur des Immeubles...

Téhéran, tour Behecht



Cyber attaque sur les réseaux de télévision

L'identification dans le détail de ces opérations permet de mettre en relief aussi bien l'ampleur de ce programme d'actions, que sa construction minutieuse et stratégique. Cela permet de concrétiser les déclarations d'une résistance active, et très opérationnelle.

Il convient d'ajouter un troisième paramètre, à savoir la fréquence de ces opérations. Chaque nuit des dizaines d'opérations sont réalisées de façon à créer une pression permanente sur le régime, dans l'ensemble du territoire, en maintenant une dynamique d'action au sein du réseau des Unités de Résistance.

4.2 Le développement des Unités de Résistance, la jeunesse

Les Unités de résistance se situent à la confluence de plusieurs dynamiques.

La première concerne l'animosité croissante de la jeunesse par rapport au régime, et exprime un besoin fondamental de plus de libertés, surtout chez les jeunes femmes.

A l'opposé, la répression sanglante menée par le régime ne peut susciter que d'avantage de rejet d'un système qui, par le sang versé, martyrise sa jeunesse.

L'existence d'une opposition politique classique, dans un équilibre de fonctionnement institutionnel, est à l'opposé de la conception politique du régime, qui se positionne dans une verticalité absolue, non contestable, parce que liée au religieux, et à la vérité unique. En conséquence la seule porte d'opposition et de contestation qui reste ouverte à la jeunesse, en dehors des manifestations de rues, est de rejoindre les réseaux clandestins d'opposition. L'OMPI bénéficiant en plus d'un véritable historique de combat contre la République islamique, avec un nombre considérable de martyrs, qui ont sacrifié leur vie à leur idéal... !

Cela crée un véritable pouvoir d'attraction vis-à-vis de cette jeunesse désemparée, qui n'a pas à sa disposition d'autres moyens d'expression politique.

Cette capacité d'attraction de la jeunesse par l'OMPI a été totalement perçue par le pouvoir. Les plus hautes autorités de l'État, guide suprême et président, ont mentionné à de nombreuses reprises, dans leur discours, l'importance du rôle des familles. Selon les dirigeants du régime, les familles doivent redoubler d'effort pour expliquer à la jeunesse l'importance de rester en dehors de ces émeutes qui « sont voulues par quelques-uns, mais qui nous conduisent tous vers le malheur ».

L'efficacité de telles interventions et recommandations reste très douteuse. Par contre, elles expriment de la part des plus hautes autorités de l'État, une crainte réelle de voir la jeunesse, qu'ils ont délaissée, se diriger vers l'opposition au régime. La mauvaise situation économique qui se traduit par un taux de chômage des jeunes à plus de 20%, est la base du mécontentement et du rejet du système politique qui n'offre pas d'avenir au plus grand nombre.

Les recrutements des Unités de Résistance parmi la jeunesse ne pourra pas se tarir, car la situation économique est trop détériorée, et la révolte continue de gronder....

5 PERCEPTION DE LA SITUATION PAR LE RÉGIME

La presse, les membres du parlement (Majlis) les experts économiques, même proches du régime, ne cessent de lancer des alertes à l'intention des dirigeants du régime, sur l'état de la société et les risques d'un embrasement.

5.1 Conscience de la crise économique, Raïssi, les médias

Début février 2023, , le Guide Suprême du régime iranien, Ali Khamenei, a reconnu l'échec du président de son régime, Ebrahim Raïssi, dont il avait qualifié la présidence de « plus bel événement » en 2021.

Lors d'une réunion avec certains experts du régime, diffusée par la télévision officielle, Khamenei a reconnu l'échec économique du régime, revenant ainsi lui-même sur les fausses déclarations que lui et Raïssi avaient faites sur la prospérité économique et sociale !

Khamenei a reconnu « la pauvreté et les problèmes visibles de niveau de vie », « les moyens de subsistance difficiles des familles iraniennes », « le chômage de millions de citoyens et leur immigration » et « beaucoup d'indicateurs économiques négatifs. »

Il a également reconnu que le régime avait perdu sa légitimité internationale et économique en faisant allusion à la chute de la valeur de la monnaie nationale iranienne par rapport au dollar américain. « Dans le monde moderne, la situation d'un pays est largement tributaire de son état économique. Ainsi, lorsque son économie décline et que la valeur de sa monnaie nationale plonge, ce pays perd sa place en termes de classement international. »

Bien qu'il soit la plus haute autorité du régime, il a esquivé toute responsabilité et a plutôt rejeté la faute sur d'autres. « Bien sûr, je n'ai pas une approche exécutive. Je montre le chemin et j'assure le suivi avec les autorités pour qu'elles prennent la voie tracée. »

Le guide suprême essaie de faire porter la responsabilité de la crise économique du pays aux factions rivales et aux exécutifs précédents. Khamenei a déclaré : « Nous avons maintenant affaire à des décisions contradictoires de la part de l'exécutif. Une organisation décide d'agir, et l'autre la rejette et fait le contraire. Pourtant, les deux sont assis derrière le même bureau dans les sessions du gouvernement. Cela ne devrait pas se produire ». Aveu d'impuissance de la part d'un guide suprême ?

Un tel diagnostic, et une telle attitude ne peuvent que renforcer la crise de régime également de l'intérieur...

Alors que les responsables et les experts du régime accusent les sanctions d'être la simple source des problèmes économiques de l'Iran, les médias d'État ont reconnu que la corruption, la mauvaise gestion et l'incompétence de l'État avaient ruiné l'économie iranienne.

« Une économie secouée par la corruption, le manque de sécurité du capital, des droits de propriété inexistant, un environnement commercial faible et une corruption généralisée dans les secteurs public et privé, ont entravé la croissance économique, réduit les investissements et entraîné des sorties de capitaux. Cela a entraîné un déclin dans le bien-être de la société, une augmentation de la pauvreté, un écart de richesses plus large » a écrit le journal Sharq, le 26 avril 2023.

« Un système au pouvoir peut survivre et prospérer avec le soutien populaire. Le manque de soutien populaire mettra en péril un gouvernement dirigé par la minorité », écrivait le journal Ebtekar le 25 avril 2023.

Les médias perçoivent clairement le basculement politique qui risque de survenir à la suite du basculement économique.

5.2 L'OMPI identifié comme acteur principal de l'opposition

Les médias internationaux, notamment ceux diffusés en langue persane, se sont empressés de promouvoir des figures de l'opposition sans programme spécifique ni historique de lutte contre le régime (principalement Reza Pahlavi, fils du Shah) à la suite des derniers mois de manifestations. Les médias d'État iraniens, pourtant étroitement contrôlés, mettent plutôt en garde contre le rôle de premier plan joué par l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI) et leur organisation mère, le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI). Les activités croissantes de la Résistance iranienne et son réseau grandissant de jeunes et de militants à l'intérieur de l'Iran ont poussé le régime à se mettre en état d'alerte.

« L'OMPI est au cœur de cette lutte. Mais les soi-disant 'figures de l'opposition' tentent d'ignorer ce fait. Ils passent et sifflent comme si rien ne s'était passé et qu'ils étaient les seuls dissidents. Ils ne prennent pas au sérieux ce soulèvement dynamique et son cœur, l'OMPI », a déclaré le journal officiel Farhikhtegan le 17 avril 2023.

Ce fait a également été reconnu par le quotidien Vatan-e Emrooz le 18 avril. *« Tous les faits sur le terrain et les spéculations suggèrent que l'OMPI joue un rôle de premier plan dans les émeutes à l'intérieur du pays et qu'il est également à l'origine des activités anti-iraniennes qui se déroulent à l'étranger », écrit le même journal.*

Les médias iraniens suivent de très près les actions de Mme Maryam Radjavi, présidente du CNRI, surtout depuis les dernières semaines de manifestations.

« Vingt-trois jours après la mort de Mahsa Amini, Maryam Radjavi s'est adressée au Parlement européen après presque une décennie d'efforts pour obtenir cette réception officielle. Cela aboutit à faire savoir que l'Occident considère l'OMPI comme la principale alternative à la République islamique. Ce fait semble très irritant pour les autres dissidents », écrit toujours Farhikhtegan à ce sujet.

« Après le Parlement européen, Radjavi s'est adressé à la Chambre des communes du Royaume-Uni, au Sénat italien, au Parlement canadien, à une conférence à Dublin et au Sénat américain, où le leader de l'opposition a été accueilli. Et la liste continue », ajoute le journal.

Et le même journal de continuer : *« L'OMPI était au cœur de cette lutte. Ils ont fait avancer ce combat, donné des conseils et agi », a ajouté le journal officiel. « Ils ont fait les gros titres et ont placé de nouveaux visages sous les feux de la rampe. L'OMPI était derrière tout, mais tout le monde a essayé d'ignorer cette réalité. Les soi-disant figures de l'opposition ont essayé de manière inattendue d'ignorer la présence forte et efficace de l'OMPI, poussant des cris assourdissants d' « unité » pour « renverser la République islamique » .*

« Ils pensaient qu'en ignorant le rôle prépondérant et efficace de l'OMPI, ils pourraient conserver leur unité utopique et se présenter comme l'alternative. Ils se sont rassemblés

autour du prince héritier Reza Pahlavi, le proclamant chef de l'opposition et faisant du 'conseil de transition' un véritable cirque. Mais ils ont échoué. Comment diable ont-ils pensé pouvoir nier la présence indéniable de l'OMPI ou la boycotter ? »

« L'OMPI est à la tête de cette émeute », reconnaît cette publication iranienne!

En juillet, le président du Majlis, Mohammad Bagher Ghalibaf, s'inquiétait publiquement du fait que : « le rôle principal dans la production et l'organisation du soulèvement de 2022 a été joué par les Moujahidine du peuple d'Iran ».

Se référer à des études, publications, journaux, iraniens donnent une bien meilleure lecture de la situation intérieure, et des vrais rapports de force en train de se construire.

5.3 Le régime se prépare à l'affrontement

La préparation du régime à de futures et intenses affrontements recouvrent deux dimensions, l'une institutionnelle, et l'autre opérationnelle.

La préparation institutionnelle a commencé à se mettre en place avec le choix, par le guide suprême d'Ebrahim Raïssi comme président de la République en 2021. La stratégie consistait à mettre à la tête de l'exécutif une personnalité dont la loyauté au régime, et la radicalité, étaient totalement acquises. Le passé de Raïssi dans les échelons du système judiciaire de la République islamique, et sa participation sanglante au tribunal de la mort de la prison d'Evin, offraient toutes les assurances.

La préparation opérationnelle recouvre de nombreux aspects. L'organisation et l'efficacité des services de renseignement constituent un des éléments clés pour obtenir les meilleurs résultats possibles des forces d'intervention.

C'est justement sur cette dimension que le régime s'est penché lors d'une récente réunion le 15 Juin à Mashhad, regroupant les responsables du plus haut niveau.

Parmi les participants à cette réunion figuraient Ismail Khatib, ministre du Renseignement et de la sécurité, Hossein Salami, commandant en chef des Gardiens de la révolution, Ahmad Vahidi, ministre de l'Intérieur, Ali Akbar Ahmadian, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, et Ahmad Golapaygani, chef du bureau de Khamenei.

L'agence de presse Fars, affiliée aux Pasdaran, a rapporté que Khamenei avait exhorté l'organisation des renseignements des gardiens de la révolution et le ministère du Renseignement à mettre de côté leurs divergences et à renforcer leur coopération.

« L'estimé dirigeant de la révolution a envoyé un message à la réunion conjointe de l'Organisation du renseignement des Gardiens de la révolution et du ministère du Renseignement, soulignant que le renseignement est important pour ce pays et l'une de nos faiblesses dans l'appareil du renseignement est le désaccord existant entre les organisations », a écrit l'agence de presse.

Les propos tenus par Salami lors de d'une réunion récente confirment la « rivalité » entre les différents systèmes de sécurité et la situation critique du régime. *« Le VEVAK et l'Organisation des renseignements des Pasdaran (Gardiens de la révolution) sont les deux yeux du système, chargés de montrer une image unifiée, afin d'empêcher le système d'être astigmatique sur le plan politique ».*

Mohammad Shirazi, chef d'état-major du commandant en chef des forces armées du régime, a également mis en garde contre « l'ennemi » du régime (l'OMPI- note du rédacteur) affirmant qu'il « a mobilisé toutes ses forces contre le système et que nous devrions l'empêcher de mettre en œuvre ses complots » .

Le guide suprême a donc jugé de la plus haute importance, d'accorder la priorité à l'amélioration du fonctionnement des services de renseignement, afin de se préparer au mieux, à l'inévitable prochain affrontement.

5.3.1 La peur des manifestants armés

Pour le moment, la différence fondamentale entre les manifestants de toutes les révoltes populaires qu'a connues l'Iran, et les forces de répression, était que les premiers étaient sans armes, mais que les seconds en étaient dotés, et recevaient les ordres de s'en servir.

Cette situation perdurera-t-elle ? Les manifestants vont-ils continuer d'accepter d'être abattus par centaines, sans pouvoir riposter ? La réponse à cette question, son importance dans les conséquences d'un soulèvement, mérite que le régime y réfléchisse, voire même agisse préventivement.

Le groupe « Ghiyam ta Sarnegouni » (soulèvement jusqu'au renversement), proche de la Résistance a mené une intrusion inédite contre les serveurs du service de la Présidence, au début de l'été 2023. Les documents découverts révèlent des rapports, et des courriers, échangés fin 2022, donc pendant le déroulement de la révolte populaire.

Ils concernent des échanges entre la Présidence de la République, les ministres, et le Conseil Suprême de la Sécurité Nationale. Certains sont destinés en copie au Guide Suprême. Tous ces documents se réfèrent au :

- « Changement du schéma des émeutes en faveur de l'utilisation d'armes à feu »,
- « Rapport stratégique : Un aperçu de la contrebande d'armes et de munitions et de ses conséquences ».

Le VEVAK, police politique du régime est également impliqué dans l'analyse de cette situation et livre deux conclusions principales :

- La majorité des groupes contre-révolutionnaires ont commencé à incorporer l'utilisation d'armes à feu dans leurs émeutes pour empêcher le déclin de leur influence.

- Il y a une augmentation de la demande d'armes de poing parmi la population, pour l'autodéfense, en raison du sentiment d'insécurité qui prévaut, lié à la récurrence des émeutes.

Fort de ces conclusions, le VEVAK recommande la mise en place d'un plan en 11 points, articulé autour de 3 priorités :

- Renforcer la prévention des trafics
- Améliorer les renseignements vis-à-vis des sources d'armes
- Réprimer sévèrement l'utilisation et la possession de ces armes

Le régime considère comme possible, voire probable, l'utilisation d'armes à feu de la part des manifestants lors des affrontements à venir, et il entend minimiser la perte de cette supériorité qui était la sienne jusqu'à présent dans les opérations de répression.

Une telle hypothèse si elle se trouvait confirmée, donnerait aux futurs affrontements un tout autre contenu, en les transformant du statut de protestataire à celui de révolutionnaire.

5.3.2 Le noyautage des universités

L'une des conclusions des révoltes de l'automne 2022 concerne l'importance du rôle des universités comme foyer de concentration de la jeunesse, et donc de contestation du régime, reprenant en cela un schéma classique, de la jeunesse contestataire, de Pékin à Washington en passant par Paris.

Afin diminuer la force et la symbolique de ce foyer de révolte, le régime a pris différents types de dispositions :

- Arrestations préventives d'étudiants
- Transferts ou arrestations de professeurs
- Mise en place de jeunes miliciens en provenance d'Irak

Ce dernier point est particulièrement pervers. Il consiste à faire rentrer à l'Université, et cela a été principalement le cas à Téhéran, des jeunes issus des milices chiites irakiennes Hachd al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire).

Leur mission est de surveiller, de communiquer les comportements suspects, sans trop éveiller l'attention, étant donné leur jeune âge....

Nul ne peut dire si une telle stratégie se révélera payante, mais elle indique tant le degré d'inquiétude, que le degré de haute préparation du régime et de ses ramifications afin de faire échec à de potentielles nouvelles manifestations estudiantines.

5.3.3 L'augmentation des exécutions et des arrestations.

Afin de dissuader la population de se lancer dans de nouvelles manifestations d'envergure, le pouvoir a décidé de durcir sa répression, avant le 1^{er} anniversaire de la mort de Mahsa Amini.

Le régime s'attend en effet à de possibles manifestations d'ampleur, autour du 16 Septembre 2023...

Le lundi 21 août, un prisonnier nommé Amir Rahimi a été exécuté à Kerman, et un autre à Zahedan. Cela porte le total à 12 condamnés exécutés pour cette seule journée.

Le mardi 22 août, Shouresh Morovatti, iranien d'origine kurde, qui avait réussi à s'échapper lors d'une mutinerie à la prison centrale de Saqqez (ville natale de Mahsa Amini) en mars 2020, a été pendu dans la prison centrale de Sanandaj, chef-lieu du Kurdistan.

Le mercredi 23 août, le régime a exécuté trois prisonniers. Les victimes ont été pendues à la prison de Qezelhessar.

En 30 jours, entre le 24 Juillet et le 23 Août, 70 prisonniers ont été pendus en Iran, sur décision des services judiciaires de la République islamique. 26 exécutions ont concerné des iraniens d'origine Baloutche.

Ceci n'est nullement le fait du hasard, car les manifestations et la répression ont été particulièrement importantes dans cette province du Sistan-Baloutchistan. La capitale, Zahedan, a été le théâtre de très larges manifestations, en particulier au moment de la prière du vendredi. La province avait déjà connu des dizaines de morts à cause de la répression.

Cette macabre stratégie a pour principal but d'instaurer un régime de terreur dans tout le pays, mais en particulier dans les provinces qui ont connu des manifestations les plus importantes, à savoir le Kurdistan et le Sistan-Baloutchistan.

Cette terreur n'a qu'un objectif, faire en sorte que la population fasse le choix de rester chez elle au lieu d'aller manifester, lors d'événements à venir. Le prix à payer est de mettre sa vie en danger. Tel est le message distillé par le régime.

Ce régime paiera-t-il un jour le prix du sang versé ?

5.3.4 Les ordres et préparatifs des services de répression et de sécurité

Des documents récemment publiés par des dissidents iraniens du groupe « Ghiyam ta Sarnegouni » (soulèvement jusqu'au renversement) révèlent que le ministère du Renseignement (VEVAK) est chargée de surveiller étroitement les manifestations, ou mouvements de grève. Il doit prêter attention aux moindres détails tels que le nombre de travailleurs impliqués et les lieux précis des conflits. Cela indique que le régime iranien considère les manifestations de grévistes d'un point de vue sécuritaire et qu'il les considère comme une menace sérieuse.

Ces documents révèlent en outre que les manifestations dans les secteurs du pétrole, du gaz et de la pétrochimie sont d'abord évaluées au siège du ministère du Renseignement à Téhéran, puis communiquées à l'Organisation présidentielle.

En outre, les dossiers démontrent que le VEVAK a activement mis en œuvre un mécanisme pratique pour identifier les manifestants. Selon ces documents, le ministère utilise la surveillance des médias sociaux pour surveiller et appréhender certains des manifestants, les employant ensuite pour des activités d'espionnage et de délation contre leurs propres collègues.

D'autres documents divulgués obtenus par le groupe dissident « Ghiyam ta Sarnegouni » auprès de la présidence du régime iranien indiquent comment le président Ebrahim Raïssi, a alloué pas moins de 6 milliards de dollars aux Gardiens de la révolution (Pasdaran).



Photo du document évoquant les 6 milliards de dollars, destinés aux forces de sécurité.

Document obtenu par l'opération du Groupe « Ghiyam ta Sarnegoumi » sur les serveurs de la Présidence de la République islamique

Ces rapports hautement confidentiels soulignent l'urgence d'une aide immédiate pour fournir des équipements de sécurité aux Pasdaran et aux unités de sécurité et de maintien de l'ordre de la République islamique d'Iran (FARAJA) qui craignent une nouvelle vague de manifestations contre le régime.

Les commandants des Pasdaran, dont son commandant en chef, Hossein Salami, demandent à rencontrer le vice-président de la République et le chef de l'Organisation du programme et du budget, afin de régler un différend sur le versement de ces fonds.

Ces documents soulignent le caractère urgent de la situation et démontrent les dispositions d'organisation et de de financements, prises par le régime, afin de faire face à de nouvelles et potentiellement importantes manifestations.

6 COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Au fil du temps, les pays de la communauté internationale ont adopté des positions très différentes vis-à-vis du régime iranien.

6.1 Les différentes expositions

Ces différences ne sont pas forcément articulées en fonction de facteurs géographiques de proximité ou d'éloignement. Des pays proches peuvent être très favorables à l'exemple de la Syrie, ou en opposition comme l'Azerbaïdjan.

L'Histoire peut de son côté avoir créé des rivalités comme cela fut le cas entre l'Empire des Tsars et l'Empire Perse, et leurs guerres au début du 19^{ème} siècle. Elles ont fait perdre à l'Empire Perse ses territoires du nord.

La politique contemporaine, au nom de la maxime « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » a fortement rapprochée la Russie et l'Iran au nom de leur ennemi commun, le « grand Satan » nord-américain.

Donc ni la géographie, ni l'Histoire, ne peuvent à priori expliquer une répartition ami/ennemi entre la République islamique et la communauté internationale.

Un paramètre politique cependant semble beaucoup plus pertinent : la nature du régime qui régit chaque pays.

En considérant cette « variable » une répartition apparaît entre pays démocratiques et pays autoritaires ou dictatoriaux.

En effet, se regroupent, par accords économiques, politiques, ou militaires, Iran, Chine, Russie, Syrie, et quelques autres, qui sont tous régis par un système politique autoritaire ou dictatorial.

6.1.1 Les alliés objectifs, Chine et Russie

Comme il vient d'être rappelé, la Russie et l'Iran ont été des rivaux historiques. Au risque de surprendre, il est fort possible qu'ils puissent le redevenir....

Ils présentent en effet tous deux une proximité géographique avec l'Europe, et sont tous deux riches de gaz et de pétrole. Quand deux pays bénéficient des mêmes richesses et qu'ils ont besoin de les vendre au même client, ils sont par nature, concurrents. Une fois les rencontres idéologiques passées, les réalités économiques, commerciales, reprendront le pas, comme ce fut le cas entre le régime communiste de l'URSS et le régime impérial de l'Iran.

Il en est de même avec la Chine. Le rapprochement Pékin-Téhéran n'a pas été accepté par tous les Iraniens, surtout quand il a été question de concéder à la Chine des facilités sur une île iranienne du Golfe Persique. A nouveau la raison politique de leur rapprochement est liée à leurs conflits respectifs avec les États-Unis.

Se dessine donc la situation, où un changement de régime à Téhéran, rebattrait considérablement les cartes au Moyen-Orient. Cette éventualité explique la prévenance de

Moscou et Pékin à l'égard de Téhéran. Il faut de leurs points de vue que le régime de Téhéran « tienne ». La chute du régime à Téhéran enverrait quelques nuages supplémentaires au-dessus de Moscou....

Cette perspective pourrait être une motivation supplémentaire pour les puissances occidentales, de hâter leur soutien au peuple iranien.

6.1.2 Les pays occidentaux du 5 + 1

Les négociations nucléaires nous ont habitué au format 5 + 1 qui réunissent, outre l'Iran, les 5 pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Chine et France) plus, l'Allemagne.

Les pays occidentaux ont œuvré de concert pour aboutir à l'accord nucléaire du 14 Juillet 2015 avec les autorités iraniennes.

La décision de l'Administration américaine, le 8 mai 2018, de restreindre les exportations iraniennes de pétrole, a créé une fissure à l'intérieur du camp occidental.

S'il y a un désaccord, superficiel, entre les 4 pays occidentaux, sur la façon de mener le dossier nucléaire, il n'y a pas de différence concernant le regard porté sur le régime de la République islamique, et son mépris de l'État de droit, pierre angulaire de toute société humaine et démocratique, digne de ce nom.

Ces 4 pays ont eu à affronter ou affrontent encore, le comportement difficilement qualifiable du régime iranien, consistant à appréhender, à arrêter, puis à emprisonner des nationaux ou binationaux de pays occidentaux, dans le seul but de pouvoir négocier avec eux le non-jugement, le rapatriement ou la libération d'iraniens, dûment arrêtés pour des faits de tentative d'attentat, d'actes illicite, ou de crime contre l'humanité.

Cette dernière référence concerne la détention d'un citoyen suédois, en raison de l'arrestation en Suède d'Hamid Nouri, reconnu coupable et condamné par la justice suédoise à la prison à perpétuité, le 14 juillet 2022, pour « violations criminelles et flagrantes des lois internationales ». La justice suédoise a reconnu son implication dans l'exécution arbitraire de milliers de prisonniers politiques, pendant l'été 1988, en tant que représentant du procureur à la prison de Karaj, ville proche de Téhéran.

6.2 Les trois positionnements institutionnels des pays occidentaux

Les pays occidentaux se confrontent à la République islamique, ou ont en rapport avec elle, de différentes façons.

Comme il vient d'être évoqué dans le point précédent, de nombreux pays sont exposés à des représentants du régime, et aux comportements et méthodes de l'appareil d'État iranien. Dans la situation évoquée, il s'agit de leur appareil judiciaire et de leurs tribunaux.

Nombreux sont les pays (France, Belgique, Suède, États-Unis...) dont les tribunaux ont eu à juger des citoyens iraniens.

Les tribunaux constituent donc un premier niveau d'intervention des États, vis-à-vis de la République islamique, ou de ses citoyens.

Un deuxième niveau d'intervention concerne les élus, de ces États, députés, ou sénateurs, qui ont soit à voter des textes, impliquant directement ou indirectement, la relation de leur pays avec la République islamique d'Iran, ou à établir des relations avec leurs homologues iraniens au travers d'associations.

Les élus parlementaires constituent donc un deuxième niveau de relation.

Enfin, au plus haut degré, se situent les gouvernements, ministres et présidents qui sont amenés à avoir des contacts formels, récurrents, avec leurs homologues iraniens, potentiellement dans tous les domaines impliquant la responsabilité des États.

Les gouvernements constituent donc le troisième et ultime niveau de relation.

Cette répartition permet donc d'analyser, de façon différenciée, le comportement des représentants de ces 3 niveaux de compétence et responsabilité.

6.2.1 Les tribunaux

Les tribunaux occidentaux, forts de leurs procédures, et des textes de lois, n'ont jamais renoncé à prononcer une condamnation.

Ils ont pour eux le temps, et la distance qui les séparent (en termes de fonctionnement) de l'administration iranienne en général, et de l'appareil judiciaire iranien, avec lequel ils n'ont pas à avoir de contact.

Cette distance et leur focalisation sur des faits précis, placent les tribunaux occidentaux dans une position telle qu'ils peuvent sereinement condamner des ressortissants iraniens, n'étant en contact qu'avec un seul représentant iranien, le justiciable.

Un autre cas fut celui d'Assadollah Assadi, diplomate Iranien en poste à l'ambassade de Vienne, qui fut condamné à 20 ans de prison pour tentative de meurtre et terrorisme, par le tribunal d'Anvers, en février 2021. Il était accusé d'avoir préparé un attentat à la bombe contre un rassemblement du Conseil National de la Résistance Iranienne, le 30 juin 2018, à Villepinte, près de Paris.

Dans tous les cas connus à ce jour, et quel que soit le pays, France, Belgique, Suède, États-Unis, les citoyens iraniens, régulièrement arrêtés, au motif des infractions commises, ont toujours été condamnés.

Il ne faut pas oublier qu'à travers la condamnation d'un homme, ce sont les choix, les décisions, et les comportements d'un État ou de ses services qui sont également condamnés.

En ce sens les décisions des tribunaux, ont une profonde signification, allant au-delà des faits et agissements reprochés.

Les tribunaux occidentaux n'hésitent pas, à sanctionner, au second degré, le régime de la République islamique, à travers la condamnation d'un de leurs ressortissants. Il faut donc reconnaître cette situation.

6.2.2 Les parlementaires

Si les situations judiciaires impliquant des citoyens iraniens sont peu nombreuses, le nombre des institutions parlementaires est beaucoup plus conséquent, et ce nombre explose si l'on doit considérer le nombre de parlementaires des pays occidentaux...

D'un simple point de vue statistique, la diversité et les différences vont jouer leur rôle, grâce à l'agrandissement du nombre.

Les démarches entreprises par les représentants de l'opposition iranienne, OMPI/CNRI auprès des élus, dans les pays occidentaux, ont connu des succès différenciés. Mais leurs efforts sur de nombreuses années, les exactions commises par le régime (massacre des 30.000 prisonniers politiques en 1988) et la violence croissante de la répression lors de manifestations populaires de plus en plus nombreuses font significativement bouger les positions.

On peut considérer que la mort de Mahsa Amini, à seulement 22 ans, pour une simple question de port d'un voile sur sa chevelure, a provoqué un mouvement de répulsion de beaucoup de parlementaires, hésitant jusqu'alors à se positionner politiquement vis-à-vis du régime de la République islamique. Que penser de positif d'un système aboutissant à de tels extrêmes ? Que penser de la violence de la répression pendant des mois ?

C'est pourquoi les députés français, ont majoritairement signé (296 sur 577) une déclaration présentée le 20 juin, appelant à « soutenir le peuple iranien dans sa quête de changement » et à « des mesures fortes et décisives contre le régime actuel ».

105 sénateurs ont également signé ce document.

Cette déclaration préparée par le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID) précise : « Le peuple Iranien a clairement indiqué qu'il rejette toute forme de dictature, qu'il s'agisse du Shah déchu ou du régime théocratique actuel, et rejette donc toute association avec l'un ou avec l'autre ».

Cette nécessité de changement politique en Iran, par la majorité des députés français, n'est pas le seul mouvement de soutien politique, enregistré par le Conseil National de la Résistance Iranienne (CNRI) au niveau international.

Le 24 Mai, la présidente du CNRI, Mme Maryam Radjavi elle avait eu l'opportunité de tenir une conférence au parlement européen.

Le 12 juillet, elle a été reçue à Rome par une délégation de députés et sénateurs italiens.

Au total, 3600 parlementaires du monde entier ont cosigné des déclarations similaires, y compris, la majorité des Chambres Britanniques, et la majorité des membres du Congrès américain

Un mouvement des parlementaires en faveur de la Résistance Iranienne se fait donc jour au niveau international.

6.2.3 Les gouvernements confrontés à un « État voyou »

Des 3 structures annoncées, confrontées à l'État Iranien, il reste à aborder la position et l'évolution des gouvernements.

La différence fonctionnelle de ceux-ci par rapport aux autres niveaux, relève de deux considérations :

- Ils exercent la responsabilité ultime, nul ne peut intervenir au-dessus d'eux,
- Leur responsabilité est globale, économique, juridique, sécuritaire, politique.

En conséquence, leurs décisions sont plus mesurées, prudentes, et il convient au niveau gouvernemental et présidentiel, d'intégrer le temps.

Au cours des années antérieures on aurait pu voir beaucoup plus de fermeté ou d'exigence de la part des plus hauts responsables des pays occidentaux, vis-à-vis de la négation des droits de l'homme, s'étendant des répressions sanglantes aux éliminations massives des opposants.

Début Octobre 2022, 15 jours après la mort de Masha Amini, le président des États-Unis a de « nouvelles sanctions aux auteurs de violences contre les manifestants pacifiques » concernant la police des mœurs iranienne et plusieurs responsables de la sécurité.

Mi-novembre, Emmanuel Macron s'est dit favorable à de nouvelles sanctions européennes et à une « riposte diplomatique forte » en évoquant « la véritable révolution qui est en cours dans le pays ». Le même jour il avait reçu des femmes iraniennes opposées au régime, et a salué « la révolution » qu'elles sont en train de conduire. Jamais un président français n'était allé aussi loin

Début Janvier 2023, un irano-britannique, Alireza Akbari, a été exécuté en Iran. Le ministre des Affaires étrangères aussi bien que le 1^{er} ministre Britannique ont déclaré que cet acte ne resterait pas « sans réponse ». Les services spéciaux britanniques ne sont jamais restés sans agir dans ce genre de situation.

De ces déclarations, il faut noter que jamais ce qui reste de marge en langage diplomatique, n'avait été aussi étroit.

En évitant naturellement toute parole belliqueuse, et en gardant à l'esprit que l'État iranien détient encore un certain nombre de nationaux ou binationaux, les gouvernants du monde occidental durcissent le ton vis-à-vis du régime, comme ils ne l'ont jamais fait.

7 LES GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX AU PIED DU MUR

Si la durée, l'ampleur dans le pays, des dernières manifestations ont surpris le monde, il était également notable qu'elles prenaient un ton beaucoup plus politique au cri de « A bas Khamenei ».

Des nouvelles explosions populaires sont à prévoir. Qu'elles seront alors les positions, déclarations des gouvernements occidentaux ?

7.1 Quelle position lors d'émeutes plus sanglantes ?

Si de nouvelles émeutes surviennent, il est clair que le régime s'est préparé et doté des moyens de les affronter.

Une bataille décisive risque ainsi de débiter. Il est nécessaire de l'évoquer et d'inciter les gouvernements occidentaux à anticiper une réponse coordonnée, pour aider le peuple iranien et les mouvements de résistance pouvant réellement incarner l'avenir.

Dans ce pays de 88 millions d'habitants, une révolution sanglante semble devenue inévitable.

La Résistance Iranienne a rappelé à maintes reprises : « Nous ne voulons pas et nous n'avons jamais demandé aux gouvernements du monde entier d'aider notre peuple et notre Résistance à renverser le régime à notre place. Nous leur disons plutôt de cesser d'aider ce régime ».

Si les gouvernements occidentaux ne disposent pas des moyens pour éviter un soulèvement prochain, au moins doivent-ils envisager ceux qui pourraient en limiter la durée et/ou la cruauté.

Le moment ne serait-il pas venu pour les gouvernements occidentaux d'avoir contacts et échanges avec la Résistance, qui connaît au mieux la situation intérieure ?

Le Conseil National de la Résistance Iranienne aura aussi rendez-vous avec l'Histoire. Il prépare ce rendez-vous depuis plus de 40 ans.

7.2 Le poids des opinions publiques.

Lors des dernières révoltes, on a pu constater que les représentants des peuples des pays occidentaux avaient clairement franchi un pas, en condamnant le régime et en appelant au soutien du peuple iranien.

Lors de prochaines épreuves, il sera très certainement nécessaire que cette prise de conscience gagne les peuples eux-mêmes et donc les opinions publiques.

La création de cette dynamique sera très importante pour amener les plus hauts dirigeants nationaux, à prendre des décisions nouvelles contre le régime de la République islamique.

Le combat ne se mènera pas seulement dans les rues de Téhéran, Mashhad, ou Ispahan, mais aussi dans celles de Paris, Rome, Bruxelles et Washington.

Une mobilisation exemplaire sera nécessaire pour essayer d'obtenir un résultat exemplaire, une République d'Iran démocratique, voulue par un peuple libéré.

7.3 Des décisions clés et symboliques fortes

Si la situation devait devenir radical dans les rues iraniennes, il conviendrait de déclencher contre le régime et ses représentations des mesures exemplaires.

Le président de ce régime est directement et personnellement responsable de milliers d'exécutions, étant donnée sa position de membre du « tribunal de la mort » dans la prison d'Evin à Téhéran, en 1988. Il a jusqu'ici échappé à toute justice.

Le moment serait venu, avec des exécutions nouvelles, de prendre des décisions internationales le concernant et visant à son inculpation.

Une répression cruelle impliquera les Gardiens de la Révolution. Le moment ne serait-il pas venu de faire inscrire cette structure dans la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne ?

Si le régime dans sa totalité devenait défaillant vis-à-vis de son peuple, ne serait-il pas logique de dénoncer sa représentativité dans toutes les capitales occidentales ?

A situation exceptionnelle, décisions exceptionnelles

CONCLUSION

Pour qui travaille le temps ? Le temps travaille pour lui-même....

Dans le domaine de la géopolitique, le temps travaille toujours en faveur d'un camp, et en conséquence toujours contre l'autre.
Il faut savoir qu'il change rarement de côté.

Il peut mettre du... temps... à se décider, mais une fois qu'il a choisi, il maintient le cap.
Pour qui travaille le temps dans la situation iranienne ?

Pour un régime en place depuis 44 ans ? Pour un régime qui a appauvri son peuple, et qui continue à l'appauvrir un peu plus tous les jours ?

Le temps travaille-t-il en faveur d'une guide suprême, Ali Khamenei, qui est rentré dans sa 85^{ème} année ?

Pour reprendre une formule célèbre dans les Tribunaux : « A l'ensemble de ces questions, la réponse est non... »

Si le temps ne travaille pas en faveur des dirigeants d'un régime, ou pour la continuité de celui-ci, alors pour qui travaille-t-il ?

Il doit sans doute avoir choisi, ou s'apprêter à le faire...l'autre camp, celui qui s'oppose à lui, la Résistance. Quand on a choisi de travailler dans une direction, toujours la même, le vent, et le temps finissent toujours par être porteurs.

Le régime se prépare à de futurs affrontements avec son propre peuple. Cela veut dire qu'il se sent totalement « dos au mur ». Il lutte pour sa survie. Il a en conséquence aucun moyen d'échapper à son sort.

Le peuple appauvri et humilié lutte pour sa vie. Il représente des dizaines de millions de personnes.

Ce combat est aussi dans cette dimension, quelques centaines de milliers de privilégiés contre des dizaines de millions qui essaient de vivre.

Il n'y a pas que le temps qui semble avoir choisi son camp. La mathématique, aussi.

La confrontation en Iran semble inévitable.

La France doit jouer ses atouts dans le futur de l'Iran. Il faut remédier aux lacunes du passé.

Elles ont permis à la République Islamique d'Iran de fouler au pied nos biens collectifs les plus précieux, l'Etat de droit, et le respect de la personne humaine.

<https://www.le-monde-decrypte.com/vers-la-revolution-iranienne/>